

# LES GREVES DE LA R.A.T.P.

## Conditions de travail condition d'exploité

Les offres de la Direction de la R.A.T.P. concernant l'amélioration des conditions de travail étant insuffisantes, les syndicats ont décidé d'appeler les travailleurs du métro à cesser le travail le 6 octobre. Les autobus pourraient également être concernés par ce mot d'ordre.

L'amélioration des conditions de travail par l'application de deux journées de repos consécutives, si elle intéresse les employés du métro, intéresse aussi ceux des autobus qui se mettront peut-être en grève le 6 octobre. Elle intéresse aussi les cheminots pour lesquels les syndicats envisagent une semaine d'action, du 17 au 22 octobre; elle intéresse aussi la presque totalité des autres agents de la fonction publique pour lesquels rien n'est prévu pour le moment. Mais l'amélioration des conditions de travail par l'application de la semaine des deux dimanches ne peut se réaliser que par la diminution du temps de travail. Et là, tous les travailleurs, qu'ils soient du secteur public ou du secteur privé, sont concernés. Alors, s'il faut arriver à la grève, pourquoi ne pas la faire tous ensemble pour des objectifs communs: la réduction du temps de travail à 30 heures par semaine maximum. Ce n'est que dans un temps de travail court que sont possibles des aménagements d'horaires permettant une amélioration réelle des conditions de travail.

Ce n'est qu'en mobilisant l'ensemble de la classe ouvrière sur des objectifs communs importants que l'on peut créer une force capable d'imposer au patronat et au gouvernement une sérieuse amélioration des conditions de travail.

Cela, les dirigeants des organisations syndicales le savent très bien. Mais ils savent aussi qu'on ne peut améliorer les conditions de travail d'une façon valable et durable sans attaquer les fondements mêmes de la société capitaliste. C'est vrai que c'est de la démagogie de réclamer la semaine de 30 heures en restant dans le cadre du V<sup>e</sup> Plan ou même de n'importe quel autre plan capitaliste.

Ne voulant pas s'attaquer au système capitaliste et à ses con-

traditions, les dirigeants syndicaux nous invitent à exercer une pression sur le pouvoir économique et politique pour aménager les conditions de travail déjà existantes et non pour les améliorer.

Les moyens d'action qu'ils nous proposent sont guidés par le souci de ne pas dépasser certaines limites qui mettraient le système en péril.

Alors, pour que les employés du métro puissent manifester leur désir de faire leurs 45 heures en 5 jours au lieu de 6, les autres travailleurs useront leurs semelles le 6 octobre. Puis ils les seront un autre jour pour les mêmes raisons lors d'une grève des autobus, encore un autre jour de grève des cheminots, ou des employés de l'E.D.F. A ce rythme on pourra, comme les années précédentes, soutenir l'action jusqu'aux prochaines vacances et recommencer l'année suivante.

Belles perspectives en somme pour pleurer en 1986, au cinquantième de la loi sur les 40 heures, comme nous avons pu cette année pleurer pour son trentième. A moins que vingt ans d'expériences déplorables nous donnent l'énergie suffisante pour sortir des sentiers battus et envisager sérieusement de rompre le cercle vicieux des grèves tournantes pour passer à l'offensive générale contre le système capitaliste.

Les améliorations de nos conditions de travail exigent la destruction du régime d'exploitation qui nous les impose.

(Editorial des bulletins d'entreprise).

### B.M.C. OU LE SACRIFICE D'ABRAHAM

Comme chacun sait, les affaires vont très mal pour la livre-sterling, et le régime d'austérité permanente depuis la venue au pouvoir de sa majesté du « travailliste » Wilson (austérité permanente pour les travailleurs) entraîne un ralentissement relatif de l'expansion économique. Aussi pour faire croire aux ouvriers anglais qu'ils ne sont pas les seuls à serrer la ceinture « socialiste », le même Wilson réduit les crédits et prend des mesures « déflationnistes ». C'est pourquoi la B.M.C. qui emploie 85.000 ouvriers menace de licencier « plusieurs milliers d'ouvriers » sans compter la réduction des salaires pour les autres. Comme on le voit, le sacrifice « national » est équitable. La B.M.C. devra, pour un temps, vendre l'équivalent de ce qu'elle produisait il y a quelques années, et plusieurs milliers de travail leurs, — plusieurs dizaines de milliers si on compte les sous-traitants — perdront leur gagne-pain.

Ainsi, en Angleterre comme ailleurs, les travailleurs subissent les pertes d'un régime qui ne fait que se survivre. Le capitalisme, non seulement a besoin de sa béquille étatique, mais aussi de la caution, du prête-nom d'un « socialiste » pour duper les ouvriers.



# VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 4 OCT. 1966 — N° 66

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

## LE PROCÈS DES RAVISSEURS DE BEN BARKA

### Une justice qui n'est pas au parfum

UN mois maintenant que s'ouvrait le procès des ravisseurs de Medhi Ben Barka (les tueurs, eux, selon toute vraisemblance, ne sont pas dans le box des accusés et ont réussi à prendre la fuite) et l'opinion publique, sinon la justice, n'est pas plus avancée. Bien au contraire, au fil des jours, l'affaire paraît de plus en plus embrouillée, le rôle des accusés, présents ou non, ou des témoins de plus en plus difficile à démêler. Pas une seule affirmation qui ne soit contredite dans les jours ou les heures qui suivent, pas un seul aveu qui ne soit renié ou falsifié, pas une seule controverse entre des témoignages opposés qui aboutisse à quelque vérité solide et établie.

Les juges français poursuivent un combat — en mouchantant leur fleuret dès qu'ils rencontrent sur leur route policiers, fonctionnaires ou diplomates, et dans cette affaire ils sont légion — contre des ombres de plus en plus floues. Le roman policier que l'on nous raconte a ceci d'original que les coups de théâtre qui s'y produisent, et dont la plupart semblent préparés longtemps à l'avance, n'ont pas pour but de lever un coin du voile, mais de rendre celui-ci plus épais.

Tout peut être. Rien ne peut être prouvé. Depuis le rôle d'Oufkir, ministre de l'Intérieur et manieur de poignard, jusqu'à la compromission possible de hautes personnalités françaises, y compris au sein du gouvernement, en passant par la complicité d'un député-avocat U.N.R. ou des services du S.D.E.C.E.

Ce qui est sûr, c'est que tout se passe comme si, après avoir fait la part du feu en jetant en pâture à une justice, qui ne semble pas très affamée, quelques comparses (et même peut-être quelques innocents, comme Bernier, par exemple), un fossé infranchissable avait été creusé autour de ceux-ci. Tous les autres qui sont restés de l'autre côté sont maintenant à l'abri. Et parmi ceux qui s'appliquent à étouffer l'affaire, on peut entrevoir des alliances de fait surprenantes. Ainsi M<sup>r</sup> Tixier-Vignancour, à première vue anti-gaulliste inconditionnel, pourtant, ne s'applique-t-il pas à démolir le « témoignage » de Figon, c'est-à-dire à innocenter Oufkir, mais aussi, par la même occasion, le député U.N.R. Lemarchand et le commissaire Caille qui fut, paraît-il, l'un des chefs de la lutte anti-O.A.S. ? Et, en dernier lieu, en tout cas, si le bénéfice du doute pouvait être laissé à Oufkir, c'est au gouvernement gaulliste qu'une épine du pied serait retirée, en lui permettant de sauver la face et des relations normales avec le Maroc... c'est-à-dire les intérêts français là-bas.

Cette affaire a fait brusquement prendre conscience à beaucoup de gens que les romans d'espionnage pourraient ne pas être le fait que de la pure imagination de leurs auteurs, mais de simples décalques de la réalité. (D'ailleurs, les éditeurs font maintenant appel aux compétences: la publication d'un livre du commissaire Caille, « Petitjean est au parfum », est annoncée.) A travers les révélations qui n'ont pu être étouffées on nous a

rappelé qu'il était monnaie courante que flics et truands se côtoient, dinent ensemble et se rendent service dans leur travail; que les députés de la majorité dirigent des réseaux de police parallèle donc illégale recrutés dans la pègre; que les services du contre-espionnage français organisent des enlèvements à l'aéroport d'Orly que les policiers ont au préalable truffé de micros; que les ministres ne dédaignent pas de participer eux-mêmes à des besognes techniques tels interrogatoires ou assassinats. (Et probablement pas seulement les ministres marocains. N'at-on pas, à propos de l'affaire du bazooka, complot monté à Alger sous la IV<sup>e</sup> République et destiné à tuer le chef d'état-major de l'armée française, alors le général Salan, prononcé le nom de... Michel Debré? Une biographie de certains de nos ministres serait certainement instructive.)

Tout Etat, tout gouvernement est l'instrument des classes dirigeantes. Son existence repose sur la passivité des classes dominées et sur l'appareil militaire et policier. L'appareil policier officiel pouvant être doublé d'une ou plusieurs polices « spéciales », c'est-à-dire méprisant la légalité.

Plus le gouvernement tend au pouvoir personnel, plus l'appareil policier prend d'importance par rapport même à la représentation politique de la classe dominante (pour ne pas parler de celle des classes dominées) jusqu'à l'éliminer dans certaines dictatures.

La Gestapo ou le Guépéou ne furent que les réalisations les plus élaborées de l'arché-

type de la police politique, elles ne sont pas les seules.

Au cours de sa carrière politique, De Gaulle n'a jamais eu beaucoup de scrupules, semble-t-il, à employer les services d'hommes de main, et à l'ombre du général la barbouze fleurit. C'est grâce à ses réseaux plus ou moins clandestins de fidèles que le complot du 13 mai 1958 put être monté à Alger et utilisé à Paris à son profit. Déjà le chef de la Résistance française à Londres avait imposé son autorité en usant largement de leurs services. Et lorsque la révolte d'une fraction de l'appareil l'Etat, sous la direction de l'O.A.S., mit en question son pouvoir, c'est encore à eux qu'il fit appel pour la combattre.

Que parmi ces hommes, dont certains sont des politiciens, d'autres des membres de l'appareil d'Etat, d'autres enfin des gangsters notoires, quelques-uns aient été prêts à faire du travail noir pour un second patron, à l'occasion, rien de surprenant. Et rien de surprenant non plus que le gouvernement français ait préféré laisser fuir Oufkir et ses policiers ou encore Boucheseiche et sa bande. Le black-out était nécessaire sur les liaisons de tous ces messieurs. On ne laisse pas arrêter des gens qui pourraient avoir des révélations à faire. On les conduit au suicide... ou on leur permet d'échapper.

C'est pourquoi, quelle que soit la vérité sur le rapt et la disparition de Ben Barka, ce n'est pas la mascarade actuelle qui nous la livrera.

Jacques MORAND

### LES CHANTIERS DE LA GLOIRE

Ces messieurs responsables de l'organisation des Jeux Olympiques de 1968 à Grenoble peuvent dormir tranquilles, tout sera fin prêt le jour « J ». Les entrepreneurs font travailler vite, très vite il leur faut tenir le pari qui leur permettra de s'enrichir, un peu plus, très rapidement.

En 1968 les noms des champions olympiques du ski apparaîtront en grosses lettres dans toute la presse et sur les écrans de télévision du monde entier ? Pour ces jeunes élus, ce sera l'assurance d'une vie facile et confortable. Tant mieux pour eux.

Mais pour les travailleurs, la liste des victimes s'allonge. Récemment il y a eu entre autres, cinq morts sur le chantier du futur village olympique. Cinq ouvriers, trois algériens, un espagnol, un portugais, tous les cinq électro-

## Prisons supprimées dans les casernes

La spectaculaire réforme du service militaire entrera bientôt en application



L'ARMÉE SE MODERNISE  
(VOIR ARTICLE P. 4)

## SUR LE PORT DE MARSEILLE : le patronat prend l'offensive

A la fin du mois de mai de cette année, les dockers de Marseille remportaient une demi-victoire sur le patronat des Compagnies de manutention — les accôniers.

Les trois mois qui ont suivi ont été relativement calmes du point de vue revendicatif en particulier, les patrons voulaient laisser passer un certain temps avant d'essayer de

recupérer ce qu'ils avaient dû céder en mai.

Mais, une semaine avant le 1<sup>er</sup> septembre, les patrons annoncèrent leur intention de modifier le système des primes de rendement de façon très défavorable aux dockers.

Jusqu'alors le système était le suivant : au delà d'un certain tonnage chargé ou déchargé, il y avait une prime d'équipe proportionnelle au tonna-

ge en sus (système analogue au boni collectif). Le calcul des primes se faisait à l'heure.

A partir du 1<sup>er</sup> septembre le système devenait le suivant : on décomptait le tonnage non primé (c'est-à-dire les premières tonnes qui ne donnent pas droit aux primes) par période de 4 heures (demi-vacation). C'est-à-dire que lorsqu'il y avait des temps morts dans le travail, ou que le genre de

marchandises manutentionnées ne permet pas de faire de primes, on décomptait quand même pour ces heures-là le tonnage non primé. Résultat : des pertes de salaires de l'ordre de 4 à 5 F par jour. Devant cette mesure les dockers ripostèrent par le ralentissement des cadences.

Le nouveau système fut sup. primé, puis réintroduit.

Les 29 et 30 septembre des

débrayages limités eurent lieu — suivis à 100 % — à l'appel de la C.G.T.

On en est là actuellement. Visiblement les accôniers essaient de sonder la résistance des dockers pour savoir jusqu'où ils peuvent aller.

Un proche avenir nous dira si une nouvelle épreuve de force va s'engager entre dockers et accôniers. — L.S.

## Un exemple de RACISME à la C.G.T. Sud-Aviation

DERNIEREMENT à Sud-Aviation un travailleur algérien a retrouvé son vestiaire fracturé. On lui avait volé 40.000 A.F. dans son portefeuille.

Il est allé voir un délégué du C.E. (C.G.T.) Le délégué a répondu qu'il ne pouvait rien faire. Gageons que si la chose était arrivée à un chef d'équipe notre délégué se serait trouvé des ailes, mais pour

un manoeuvre algérien il n'avait pas envie de lever le petit doigt. C'est un chef d'équipe qui s'est occupé de faire constater le vol auprès de la direction.

Quelques jours plus tard comme l'affaire n'avait pas de suite, des camarades de la « Voix Ouvrière » ont fait une collecte pour compenser par solidarité l'argent indispensable à ce travailleur. Ils ont ensuite annoncé par voie d'af-

fiches le résultat de la collecte, mais la direction jugeant sans doute superflu que les travailleurs en prennent connaissance, les a fait disparaître. Ces affiches indiquaient que le montant de la collecte était de 38.970 AF et transmettaient les remerciements du travailleur algérien à tous ceux qui avaient manifesté leur solidarité.

A remarquer qu'à partir du moment où la direction de la

C.G.T., a vu que des trotskystes s'occupaient de l'affaire, elle avait une raison majeure pour la saboter par tous les moyens. Mais la façon de saboter la collecte est révélatrice de la mentalité profondément raciste des délégués qui faisaient courir des bruits laissant entendre qu'on ne pouvait se fier aux déclarations d'un algérien. (Par exemple ce dernier serait un joueur de poker invétéré perdant régu-

lièrement des 300.000 A.F. au jeu), essayant de semer le doute sur la réalité du vol.

Ainsi trois délégués titulaires (CGT) contactés ont refusé de verser quoi que ce soit.

Malgré leurs insinuations racistes ils n'ont pu empêcher que la somme volée soit rapidement couverte ; les travailleurs ayant choisi d'être solidaires de leur camarade algérien.

## DÉFENDRE NOS LIBERTÉS

### • Chez Peugeot

bien pourquoi. Visiter tous les ateliers, discuter avec tous les gars des problèmes qui nous préoccupent à la reprise, cela serait une bonne façon d'utiliser ces trois jours.

La direction trouve, elle, qu'ils exagèrent, et elle exige un rapport détaillé individuel de l'utilisation de ces heures.

De leur côté, les délégués CHS n'ont plus le droit d'aller où bon leur semble contrôler les conditions d'hygiène et de sécurité. Désormais, ils sont « invités » par un représentant patronal à aller visiter ensemble un secteur choisi par ce dernier.

Ainsi, la direction entend con-

trôler l'activité de nos représentants syndicaux. C'est une tâche qui ne lui appartient pas mais qui nous revient à nous, ouvriers. Il s'agit de nos délégués, pas des siens. Qu'elle vérifie les allées et venues de ses sbires, cela suffira à l'occuper ! Nous pouvons, quant à nous, discuter de la façon dont nos représentants remplissent leur mandat, mais c'est à NOUS de demander des comptes. Les mesures de la direction ne sont finalement que des entraves aux libertés syndicales. A travers nos représentants, c'est à nous qu'elle s'attaque.

(Extrait de la « V.O. » Peugeot n° 93.)

### • Cables de Lyon

#### EN LIBERTÉ LIMITEE

Cet après-midi a lieu le jugement entre le chef de service que vous savez et la C.G.E. d'une part, et le syndicat C.G.T. des Câbles de l'autre. Le représentant de la direction et la haute direction elle-même s'étaient sentis diffamés au printemps dernier par un article paru dans « Plein Volt », article qui critiquait les méthodes utilisées par ce monsieur vis-à-vis du personnel.

Au moment où nous écrivons, on ne sait pas encore ce que l'appareil judiciaire dé-

cidera. Quoi qu'il en soit, l'appréciation portée sur ce chef était partagée par une bonne partie des travailleurs de l'usine et les témoignages seraient nombreux sans la crainte des représailles, car c'est bien joliment de juger lorsque ceux qui pourraient témoigner risquent de perdre leur emploi en le faisant.

Cela trace les limites de la liberté d'expression dans une démocratie capitaliste où ce sont les patrons qui possèdent la presse, la radio, la télévision, et qui, d'une façon ou d'une autre, appointent les témoins.

### OCCUPE-TOI D'AMELIE

Le mois d'août n'a compté que trois jours de travail. Nos délégués avaient donc à prendre leurs 15 ou 20 heures allouées chaque mois pendant trois jours. Certains n'ont d'ailleurs pas osé utiliser toutes leurs heures, on se demande

## Ça ne va pas mal... pour les patrons !

### • Aux Chantiers de l'Atlantique

#### ON N'ARRETE PAS LE PROGRES !

Les affaires marchent si bien pour les Chantiers de l'Atlantique que l'emploi paraît être assuré jusqu'en 1970. « NOUS » sommes en train de devenir le premier chantier de construction navale européen. M. Aris-

tote Onassis vient de passer la commande de deux pétroliers de 175 000 t chacun. Il n'y aura que les marins à être inquiets de telles augmentations de tonnage, puisque ces navires ultra-modernes nécessiteront à peine un équipage de 30 hommes. (Pas ceux qui sont employés sur le yacht de M. Onassis, bien sûr ! Celui-ci n'en exige-t-il pas moins de 35 sur son modeste bateau...)

En tout cas le moment paraît bien choisi pour exiger de Pinzon des salaires décents. Allons-nous le laisser passer ?

(Extrait de la « V.O. » Chantiers de l'Atlantique n° 155.)

### • Chez Renault

#### LE SALON DE L'AUTO-FELICITATION

A la veille du Salon de l'Automobile M. Dreyfus s'est félicité des succès de son entreprise. En effet la Régie Renault produit quotidiennement 3.300 véhicules non compris la production SAVIEM qui a repris toute la fabrication des cars, des poids lourds et des véhicules industriels légers (3 et 5 tonnes).

Ces succès de la Production sont loin de traduire une amé-

lioration correspondante de la situation des travailleurs.

Les salaires suivent péniblement la courbe générale, quand aux conditions de travail, cadences, sécurité de l'emploi elles sont plus déplorables que jamais.

Et en 1966 l'horaire normal est de 48 h par semaine alors qu'il était de 45 h de 1944 à 1947.

Comme quoi l'amélioration de nos conditions d'existence ne dépend pas de la production capitaliste, mais de notre capacité à imposer nos revendications.

(Extrait de la V.O. R.N.U.R. 86).

### VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X<sup>e</sup>

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schroedt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHROEDT

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS 86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

### VOIX OUVRIERE

ALORS que l'imperialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermique, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tuées complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la

II<sup>e</sup> Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratization du premier Etat ouvrier l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décliné les révolutionnaires intégrés, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi

complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible. D'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

#### FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins.
- à la bureaucratization des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIERE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de

l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.

- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

# LE SENAT AMERICAIN

## Un bastion du racisme

**L**A semaine dernière, une émeute de la population noire à San Francisco a remis en vedette la terrible situation des Noirs dans la prétendue démocratie américaine, ainsi que leur révolte. A l'origine : le meurtre par un policier d'un jeune Noir qui aurait été en train de voler une voiture. La presse elle-même (du moins la presse française) emploie le conditionnel au sujet de ce vol, car en vérité de tels prétextes sont monnaie courante aux Etats-Unis pour déclencher, non seulement des brimades, voire des assassinats, mais aussi pour provoquer des opérations de répression sans pitié.

Car la répression est permanente, de même que l'émeute. Tel jour, c'est San Francisco, tel autre, c'est Chicago ou une autre ville quelconque de l'immense territoire. Des faits innombrables sont sans cesse relevés, et ils donnent une idée de ce qu'est l'ampleur véritable de la révolte des Noirs américains.

Dans ce climat, il est fait grand cas d'une certaine mentalité raciste au sein de la population blanche, et puisque les initiatives fédérales n'aboutissent pas, on invoque traditionnellement les « préjugés » et les « tabous » qui, régnant dans les esprits, surtout les Etats du Sud, entraveraient les progrès de la déségrégation raciale. Il est certain, en effet, que des décades de cette forme moderne d'esclavagisme ont profondément gangrené la men-

talité d'une bonne partie de la population, y compris travail-leuse, des Etats-Unis, et pas seulement l'appareil d'Etat dans le Sud. Mais le thème est commode : d'une part, il encourage un fatalisme confortable parmi les gens « éclairés », « libéraux », qui prétendent vouloir faire quelque chose mais trouvent bien pratique d'invoquer leur impuissance. D'autre part, il contribue à conserver le mythe d'un Etat fédéral profondément humanitaire, qui, sous le haut patronage du défunt président Kennedy, dont la gauche française a fait un héros, inspirerait une politique d'« avant-garde » (!) dans ce problème.

De toute façon, quand on songe aux moyens dont dispose l'Etat américain, les résultats obtenus sont curieusement disproportionnés. Malgré tout, sur le plan purement législatif, des mesures ont été adoptées ces dernières années, bien timides certes — et il faut la dose d'hypocrisie des bien nantis pour voir là un « progrès » dans la condition des Noirs — mais qui pouvaient faire illusion sur la volonté intégrationniste de la représentation fédérale, et du Gouvernement. Et c'est en quoi la décision récente du Sénat américain, qui vient de refuser de lever les pratiques discriminatoires régnant dans le domaine de l'habitat, est particulièrement remarquable. La loi qui était proposée au Sénat aurait interdit de refuser de louer sous un prétexte racial. Elle n'aurait probablement rien

empêché car elle n'aurait certainement pas été appliquée souvent (comme toutes les autres lois anti-ségrégationnistes). Mais même ce geste, qu'ils savaient symbolique, les sénateurs ont refusé de le faire.

Le racisme fait partie de l'appareil d'Etat américain. Il faut rappeler que les démonstrations de rues accompagnées de bagarres et de répression qui ont eu lieu il n'y a pas si longtemps à Chicago avaient la situation du logement pour la population noire comme cause immédiate. Il paraît que les agences immobilières s'opposent à ce que la discrimination dans ce domaine soit levée parce que la valeur marchande des maisons en souffrirait... point de vue qui se passe de commentaires, mais qui a sûrement une grande influence sur les démocrates représentés par le parlement américain. Le racisme pur et simple y trouve de toute façon son compte et, à ce niveau, on ne peut plus en rejeter la responsabilité sur les couches inférieures, ignorantes et abruties, de la population. Si celles-ci sont racistes, il faut bien dire que l'exemple vient d'en haut.

Les Noirs américains ne sont plus des Oncle Tom, de ces opprimés sur lesquels les bonnes âmes peuvent s'attendrir en toute sécurité. Maintenant, ils font peur, et on peut prévoir que le Gouvernement fédéral américain sera amené de plus en plus à montrer son vrai visage, parce que la moindre tentative de sa part pour con-

treccarrer un tant soit peu les réactionnaires Etats du Sud, comme les intérêts en place, risquerait de provoquer un affrontement de plus en plus grave dans l'atmosphère de tension permanente qui règne aux Etats-Unis.

Mais, en aucun cas, il ne sera permis de s'étonner si les mouvements de révolte prennent un caractère encore plus terrible et désespéré. Le geste du Sénat américain, pour n'en avoir pas été immédiatement une cause, l'explique parfaitement.

Anne FOURVIÈRE

### UN DEMI-MILLIARD DE POUSSIERE

Une firme américaine de fabrication d'éléments combustibles pour réacteurs nucléaires a perdu en quelques années 100 kg d'uranium très enrichi. Il y avait là de quoi faire une demi-douzaine de bombes atomiques. (« Le Monde » du 21-9-66.)

Bien sûr, la commission d'enquête a fonctionné, elle estime que les 100 kg d'uranium se sont envolés sous forme de copeaux et de poussière lors des différents usinages.

La perte (si on pense aux risques encourus par les travailleurs, on se trompe) est évaluée à plus d'un million de dollars !

## Le dernier quart d'heure vietnamien

**D**EVANT la nouvelle « offensive de paix » du camp occidental, on parle d'un « tournant » possible dans la guerre du Vietnam, voire la fin de la guerre. Le Pape n'expédie-t-il pas à la conférence des évêques vietnamiens un délégué apostolique ainsi qu'une lettre spéciale recommandant de « profiter de chaque occasion, si mince fut-elle, pour arriver à une solution juste et pacifique de la crise » ? Une conférence ne doit-elle pas réunir à Manille, le 13 octobre, autour du président Johnson les représentants de la Corée du sud, Thaïlande, Australie, Nouvelle-Zélande, Philippines, tous pays engagés dans la guerre du Sud-Vietnam, et cette conférence — largement télévisée — n'annonce-t-elle pas la recherche du « cadre asiatique » dans lequel les U.S.A. pourraient envisager l'arrêt de la guerre ?

N'y a-t-il pas eu coup de théâtre aux Nations Unies avec la déclaration de M. Thant qui, revenant sur sa démission, répondait qu'« il étudierait très sérieusement la question » ; la question étant pour les initiés de l'O.N.U., la « désescalade », l'arrêt des bombardements du Nord-Vietnam, de la part des Etats-Unis.

Johnson ne s'est-il pas une fois de plus affirmé désireux d'exploiter toute proposition susceptible d'intéresser les Nord-Vietnamiens pour parvenir à la paix !

Beaucoup d'encre a été versée sur le fait que Pham Van Dong, président du Conseil nord-vietnamien, tout en rejetant les propositions américaines, y répondait par des propositions qui s'en rapprochaient et ne parlait pas du « RETRAIT des troupes américaines du Sud-Vietnam ». Et de s'interroger pour savoir si c'était une erreur de traduction, une omission, ou bien une « concession » réelle du Nord-Vietnam.

Les U.S.A. mènent au Vietnam une guerre impitoyable contre une population qui veut son indépendance (qu'elle avait proclamée le 25 août 1945) et qui n'accepte pas l'occupation militaire de son pays par l'impérialisme, qu'il soit français ou américain.

Il y a sept ans déjà (le 7 juillet 1959), Diem annonçait la création de villages « stratégiques » où l'on regroupait les paysans pour éviter que les éléments « subversifs » trouvent un soutien auprès de la population rurale dispersée dans le pays (Diem les appelait les centres de « prospérité »).

En juin 1961, un célèbre économiste américain, Staley, dirigeait une mission d'« experts » d'économistes et de militaires au Sud-Vietnam et présentait à l'époque, à Kennedy, un rapport dans lequel il concluait qu'il n'y avait de solution que militaire :

— qu'il fallait accroître les forces militaires,

— créer un réseau dense de télécommunication,

— regrouper toute la population rurale dans des « agrovilles » ou « hameaux stratégiques ».

En juillet 1961, Staley estimait que la « pacification » durerait... 18 mois !

Aujourd'hui, les U.S.A. ont des centaines de milliers d'hommes engagés dans cette guerre, une flotte aérienne et maritime des plus modernes, 80 milliards d'anciens francs par jour, consacrés à cette guerre contre un petit pays sous-développé de 12 millions d'habitants au sud et 13 millions au nord.

Eisenhower, qui se rappelle la guerre de Corée, déclare, au cours d'une conférence de presse, que le problème numéro 1 des U.S.A. n'est pas de lutter contre la pauvreté ou le racisme, mais de gagner la guerre du Vietnam. Pour cela il faut faire usage « de toute la force nécessaire », en conséquence de quoi, on verra la fin de la guerre au plus tard dans... deux ans.

Cela ressemble fort au dernier quart d'heure de la guerre d'Algérie, qui fut particulièrement long et particulièrement meurtrier.

Les U.S.A. n'arrivent pas à anéantir la résistance de la population vietnamienne, les faits le prouvent. Cependant il est certain aussi que le Vietnam

du Nord et le Front national de libération du Sud ne pourront jeter les forces américaines à la mer. Pratiquement seuls, il n'est pas impossible qu'ils soient amenés à accepter la cessation des combats sur des bases « inacceptables ».

Le « retrait immédiat des forces américaines du Sud-Vietnam » semble une des conditions sur lesquelles ils ne pourraient transiger. Le discours de Pham Van Dong, bien ou mal traduit, a laissé penser le contraire. En fait, il n'est pas impossible que devant leur isolement, devant la mise à sang et à feu de leur pays, les dirigeants du Nord-Vietnam et du Front soient amenés à signer une trêve.

Actuellement, rien n'oblige les U.S.A. à retirer leurs troupes du Vietnam — cela aussi rappelle la guerre d'Algérie. Certes, une opposition se manifeste aux U.S.A. vis-à-vis de Johnson et de sa politique de guerre, mais elle reste très limitée — soit qu'elle soit le fait de groupes authentiquement révolutionnaires, mais très faibles numériquement, soit qu'elle provienne des milieux intellectuels, tel Schlesinger, professeur d'histoire à Harvard, qui, dans le « New York Times » du 2 octobre, critiquait la politique d'escalade de Johnson, en recommandant l'« arrêt de l'élargissement et de l'américanisation de la guerre », mais qui, sur le « retrait des troupes américaines » estimait que les Etats-Unis devraient disposer de suffisamment de troupes au Vietnam du Sud « pour ne laisser aucun espoir aux adversaires de gagner la guerre ».

Il revient à Couve de Murville de se permettre de dire que toute initiative de paix au Vietnam doit d'abord être le fait des U.S.A. et que ceux-ci devraient, en guise de préalable à des pourparlers de paix, annoncer leur intention de retirer leurs troupes du territoire vietnamien et de préciser la date de ce retrait.

En effet, l'arrêt des hostilités ne peut signifier la paix que si les troupes américaines partent du Vietnam.

Il n'est pas impossible qu'à bout de souffle, le Nord-Vietnam et le Vietcong signent un

traité de cessation des hostilités, mais cela ne pourra être la paix car de toute façon le peuple vietnamien qui se bat depuis 25 ans et qui préfère mourir debout plutôt que de vivre à genoux, se révoltera quand même sous l'oppression impérialiste.

Les U.S.A. trouveront-ils la possibilité de se retirer du Vietnam sans perdre la face ? Couve de Murville leur suggère celle utilisée par l'impérialisme français dans les accords de Genève. Faire signer l'arrêt des hostilités en promettant un départ à des dates données. Il n'est pas dit que cela convienne aux U.S.A. Mais le gouvernement Johnson a de grandes possibilités de manœuvre, tant dans la poursuite et l'escalade de la guerre, que dans le retrait de ses troupes. Il n'est pas acculé à une solution ni dans un sens ni dans l'autre. Et c'est pourquoi, même le « dernier quart d'heure » vietnamien sera très long et très meurtrier.

Françoise MIGNAN

### ASSASSINAT DU TRAVAIL

Un ouvrier de 61 ans est mort le 17 septembre à l'hôpital d'Angoulême. Parce qu'il était arrivé en retard d'un quart d'heure à son travail, son contremaître l'avait frappé de trois coups de poing à la tête.

Il ne voulait sans doute pas le tuer, et l'on pourra toujours nous dire que ce ne fut qu'un accident. Mais il n'en reste pas moins qu'un homme est mort pour un quart d'heure de retard. Voilà qui devrait faire réfléchir un peu, s'ils ont encore un grain de conscience, les cheffillons de cette espèce, ceux qui se sentent personnellement atteints lorsqu'un ouvrier arrive en retard.

On commence par se croire le collaborateur du patron, on n'est que son valet, quand on ne devient pas son homme de main, et sinon toujours un assassin, du moins souvent une sinistre crapule.

## Un air déjà entendu

# L'armée se modernise mais ne se démocratise pas

LA semaine dernière « France-soir » annonçait, en titres tapageurs, que le gouvernement s'apprêtait à adopter une « spectaculaire réforme du service militaire ».

« Prison supprimée... Permission : plus une faveur, un droit, etc. » Et de décrire les grandes lignes du projet. A leur lecture, le futur appelé, s'il a pu un court instant espérer 15 mois paradisiaques derrière les murs de la caserne, doit vite déchanter.

La plupart des mesures annoncées ne font qu'entériner des états de fait : « ...Dès que les portes de la caserne seront franchies, le soldat peut retirer son uniforme. Pendant sa permission, il peut aller n'importe où sauf à l'étranger, etc. » En fin de compte, le plus spectaculaire de l'affaire, ce sont les titres de « France-soir ».

Certes, il est possible que cette réforme aboutisse à un assouplissement de la discipline militaire. Mais ces mesures reflètent plus le désir du gouvernement d'adapter le règlement aux nécessités de l'évolution de la technique que le souci d'améliorer le sort des jeunes conscrits.

Car si, pendant des années — un certain nombre des articles du règlement actuel ont plus de cent ans — on a pu considérer que la qualité essentielle du soldat était l'obéissance aveugle et machinale, il commence à en être autrement. Jusqu'à présent, il ne fallait discuter aucun ordre, mais on imagine mal le 2<sup>e</sup> classe, technicien radariste par exemple, travailler à la réparation de son radar sous les aboiements du traditionnel adjudant analphabète ; on imagine mal le marin, mécanicien sur un sous-

marin atomique, ne pas pouvoir contester l'ordre qui risque de provoquer l'explosion de son bâtiment.

Nécessité d'adapter une réglementation désuète, inadéquate aux nécessités d'une armée se modernisant, voilà ce qui inspire le gouvernement. Mais pour ce faire, il doit modifier la mentalité routinière d'un corps d'officiers formés à l'école de la vieille tradition. Nécessité aussi, pour une armée dont les besoins en techniciens vont grandissant, de les former elle-même, car l'armée, comme l'industrie privée, souffre de la pénurie d'ouvriers qualifiés.

Nulle trace dans tout cela d'intentions humanitaires ou démocratiques. Rien qu'un peu de démagogie qu'exploite la presse à grand tirage dans le cadre de la préparation des prochaines élections législatives.

Car s'il s'agissait de démocratiser l'armée, rien n'empêcherait d'assurer la formation et l'entraînement militaire de chacun à l'usine, en maintenant chacun dans la production, chacun gardant son armement individuel chez lui. Qui pourrait

objecter qu'un tel système n'est pas plus efficace que celui actuellement en vigueur puisqu'il permettrait à tous de poursuivre leur entraînement militaire durant toute leur vie active ? L'objection n'est pas technique, elle est politique. Assurer l'entraînement militaire à l'usine,

armer les ouvriers, le gouvernement ne le veut pas, car même « réformée » l'armée dont le gouvernement veut, c'est une armée de CLASSE, une armée dont la fonction est de maintenir le pouvoir de la classe qui nous exploite.

Jean VIAL.

## Un comble !

COEFFICIENT DE BINETTE

PARMI les annonces d'offres d'emploi, nous ne nous étonnerons pas un jour de trouver la suivante dans la rubrique des Câbles : « On demande, pour distribution de boissons rafraîchissantes, homme jeune, physique de théâtre. »

En effet, il a été question de se débarrasser du camarade qui fait ce travail actuellement en s'arrangeant pour le mettre en longue

maladie.

L'opération a heureusement tourné court sur intervention des délégués mais le motif invoqué était que l'allure de cet ouvrier (qui approche la soixantaine d'une vie de travailleur) concordait mal avec le cadre de l'usine qui est, comme chacun sait, à l'avant-garde de l'esthétique industrielle.

Non contents de nous vouloir résignés, MM. les patrons nous veulent beaux. Qu'ils donnent donc l'exemple !

(Extr. de la V.O. Câbles de Lyon.)

# APRÈS LE PASSAGE DU CYCLONE INÈS AUX ANTILLES

LE cyclone qui vient de dévaster la Guadeloupe, de frapper Saint-Domingue, Haïti et Cuba a fait de grands ravages. On parle de plusieurs centaines de morts, de milliers de blessés et de dégâts matériels considérables. En Guadeloupe les ravages sont comparables à ceux du cyclone de 1928 qui avait dévasté l'île. « Inès » a dépassé en violence les derniers cyclones de 1963 et celui de 1964, « Cléo », qui avait fait 13 morts. Le bilan actuellement connu pour la Guadeloupe est de plus de 40 morts plusieurs centaines de blessés. Catastrophe naturelle, soit, inévitable à notre époque, soit encore. On peut se dire que rien ne pouvait être fait, verser une larme, et envoyer quelques secours. Effectivement rien ne pouvait empêcher le cyclone de frapper et dévaster ces pays. Rien ne pouvait empêcher le vent de ravager les bananeraies — la récolte

en Guadeloupe qui aurait dû être de près de 200 000 t ne dépassera pas 40 000 t. Le cyclone a aussi abattu les installations électriques et un grand nombre d'habitations. Une case sur trois a été emportée et un grand nombre d'ouvriers, de petits paysans totalement démunis ont perdu tout ce qu'ils possédaient. Les premiers secours et les grosses indemnités seront pour les grosses sociétés — métropolitaines — et ceux qui ne possèdent plus rien devront espérer... attendre... comme ils attendent encore l'aide qu'ils avaient espérée au moment des cyclones précédents. Et la nouvelle case péniblement construite sera de nouveau emportée au prochain cyclone, si ceux qui sont locataires n'en sont pas expulsés avant.

On ne peut éviter un cyclone, et protéger les plantations, les maisons, les routes, soit. Mais la population ? L'appro-

che du cyclone était connue et la veille déjà, les services météorologiques avaient donné l'alerte, le plan ORSEC avait été mis en application et la population invitée à quitter les cases pour se réfugier dans des constructions solides. Mais c'était bien insuffisant et le bilan des morts est là pour l'attester. Et le cyclone a poursuivi son chemin, sa marche toujours annoncée, semant la panique et la mort.

Connaître à l'avance la marche du cyclone n'a donc pas servi à protéger efficacement la population, et l'on peut penser que les seuls vraiment à l'abri sont la petite poignée de ceux qui ont pu se précipiter vers les avions pour gagner les USA ou une autre région non menacée.

Les mesures préventives, les secours, rien n'est à l'échelle de la catastrophe. Cela est particulièrement désastreux pour

des pays sous-développés par des siècles de colonisation directe ou indirecte. Mais partout où de telles calamités naturelles se produisent la prévention ou les secours sont insuffisants. Aux U.S.A. aussi les cyclones ravagent certains points de la côte Sud. Il y a aussi des dégâts matériels et des morts — moins sans doute qu'au Japon et aux Antilles —, mais là aussi tout n'est pas fait pour protéger les vies humaines. L'impérialisme américain est capable des plus grandes prouesses techniques, mais il ne les réalise que si elles sont rentables économiquement ou nécessaires militairement ou stratégiquement. Si au lieu d'un cyclone, la radio avait annoncé un soir une insurrection communiste pour le lendemain dans les Antilles, l'impérialisme américain aurait utilisé toutes ses ressources matérielles, aurait réquisitionné tous ses avions, embarqué des dizaines ou centaines

de milliers d'hommes pour les envoyer à la Guadeloupe, à Haïti, à Saint-Domingue (il l'a d'ailleurs déjà fait, contre les partisans de Juan Bosh qui pourtant n'était qu'un petit bourgeois « libéral »).

Le potentiel industriel énorme des USA aurait été utilisé et des mesures d'urgence effectivement prises. Ce qui est possible dans un sens l'est dans l'autre et l'évacuation de toutes les régions menacées, seule garantie pour la population, aurait été la préoccupation d'un régime défendant effectivement les individus pour eux mêmes et non les profits d'une poignée de possédants. Personne n'attendait cela des U.S.A., mais c'est possible à l'heure actuelle, et l'impuissance totale devant des catastrophes naturelles tient bien plus au système impérialiste qu'aux limites du développement scientifique et technique.

Sylvie GRENET.

## A CLERMONT-FERRAND

### Chez Michelin

LE PASTIS COMMUNISTE FRANÇAIS

L'une des activités essentielles des militants du Parti communiste de notre époque consiste en la préparation sous tous ses aspects, matériels, placements de bons de soutien... de la grande fête de « L'Humanité-Dimanche » et « Regards sur l'Auvergne » qui tombait

cette fois les 17 et 18 septembre.

Les distractions n'étant pas nombreuses dans notre ville, les Clermontois, les jeunes en particulier, ne boudent généralement pas la fête. Mais chaque année, ce qui avait été un lieu de réunion ouvrière se transforme de plus en plus en affaire commerciale. Le prix des entrées et des consommations n'avait rien de « populaire » et surtout l'omniprésence

des annonceurs, et en particulier de Ricard qui offrait le vin d'honneur dimanche matin, teintait curieusement la fête. A côté des attractions, la partie politique se limitait à des considérations électorales : présentation de candidats, discours sur l'Union.

Jadis, quand le parti communiste était le parti de la classe ouvrière, il comptait plus sur le dévouement de ses militants

et sympathisants pour remplir ses caisses que sur la vente de chansons « dans le vent » et d'annonces pour boissons alcoolisées. Il comptait plus sur la lutte de classe que sur les transactions électorales.

Le temps a bien passé, l'ex-parti communiste, bureaucraté depuis longtemps, est mort. Il reste à le reconstruire.

(Extrait de la V.O. Michelin, n° 159.)

## PARTIS ET PATRONAT COMME AILLEURS

### Chez Olier

ECONDUITS SANS CEREMONIE

Le Comité de coordination de la métallurgie du Puy-de-Dôme et de la région de Brioude devait être reçu en commission paritaire le 21 septembre ; au dernier moment, les représentants de la Chambre patronale ont décommandé la réunion, in-

différents au fait que de nombreux délégués s'étaient déjà déplacés ; ils avaient des affaires plus importantes à traiter que de recevoir les représentants ouvriers ; ils ont tout juste pris la peine de leur faire savoir... la veille !

Les syndicats se battent sans cesse pour « être reçus », avoir le droit de discuter, de négocier,

de donner leur point de vue. Ils espèrent régler tous les conflits à l'amiable autour du tapis vert et obtenir, bon an, mal an, quelques concessions. L'insolence de la Chambre patronale nous montre ce que vaut cette politique : les patrons ne connaissent d'autres lois que celle des rapports de force, tant que les ouvriers ne sont pas en lutte, leurs représen-

tants ne les intimident vraiment pas.

Dans cette affaire, ce ne sont pas seulement les syndicats qui sont bafoués, c'est nous. Les patrons estiment visiblement que la situation est d'un calme plat et qu'il n'y a pas à prendre de gants... Il faudrait leur faire perdre leurs illusions.

(Extrait de la V.O. Olier, n° 37.)

LA SAIGNEE

Les départs ont repris avec la rentrée, en particulier les jeunes quittent l'usine en série, quelques-uns pour le service, les autres parce qu'ils trouvent très facilement de l'embauche pour 50 centimes ou 1 franc de plus à l'heure.

A Olier, ce ne sont plus les

départs qui étonnent ; on s'interrogerait plutôt sur les raisons qu'ont les autres de rester. De plus en plus, on s'aperçoit qu'ils se partagent en deux catégories : ceux qui n'ont absolument pas le choix : les travailleurs étrangers contraints au début de leur séjour d'accepter n'importe quoi, et ceux qui n'en sont pas réduits aux

seuls salaires Olier pour vivre, soit qu'ils aient une petite femme, soit que leur femme travaille.

Organiser la production avec une main-d'œuvre stable de plus en plus réduite et une majorité de « volants », jeunes qui viennent se faire la main avant le service ou étrangers

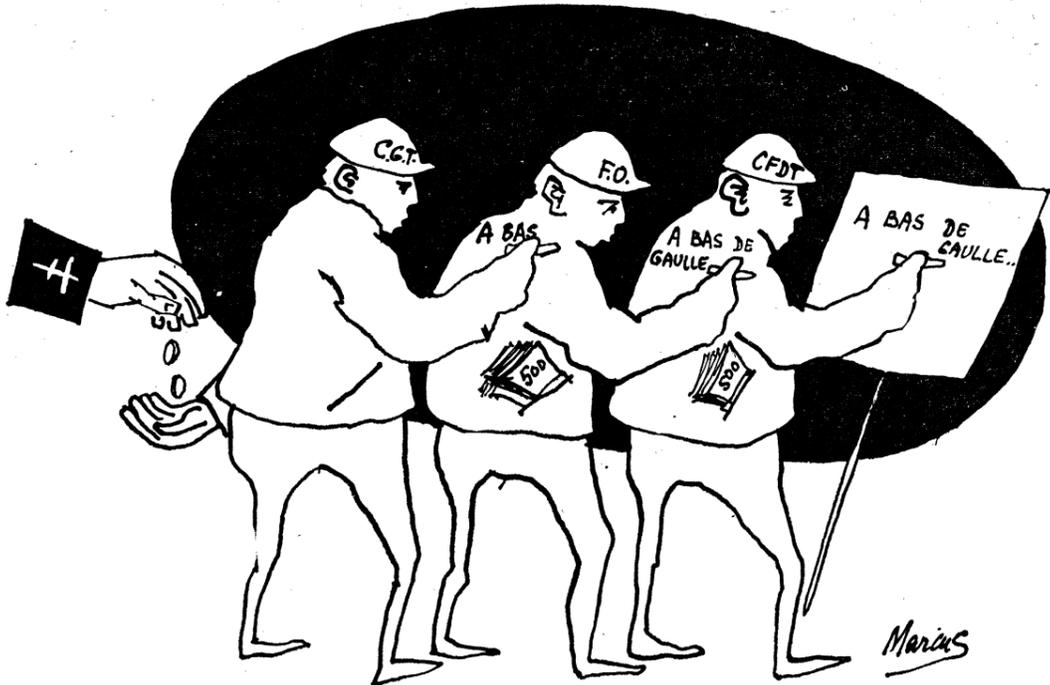
de passage, ce n'est pas probablement pas sans difficultés.

M. Tévisse n'a peut-être devoir se rendre compte qu'en entretenir sa réputation de plus sale boîte de la région est encore plus coûteux que de payer des salaires décentes.

(Extrait de la « V.O. » Olier, n° 27.)

# LES SYNDICATS, LA PATRIE ET L'ÉTAT

## Déformation syndicale !



Au titre de la formation syndicale, l'Etat bourgeois subventionne les syndicats. Sept millions et demi de francs sont consacrés à cela. L'Etat, fort de son pouvoir, répartit comme il l'entend cette somme suivant ses critères, entre les différents syndicats. Et la C.G.T., cette « vieille dame que l'on est bien obligée de respecter »... proteste de la discrimination dont elle est l'objet. L'Etat ne veut lui allouer que 250 000 F, « la dixième partie de ce que reçoivent les deux autres centrales syndicales » (C.F.D.T.-F.O.) dit Krasucki. « On ne fera pas taire la C.G.T. avec 25 millions (AF) » ajoute-t-il superbe, ce qui sous-entend qu'elle pourrait se taire pour plus.

Pourtant, il fut un temps où la C.G.T., qui n'était pas alors une vieille dame que l'on « respectait » mais une jeune organisation de combat des ouvriers que les bourgeois craignaient et haïssaient aurait dénoncé cette dépendance des syndicats de l'Etat. Elle aurait considéré une telle mesure comme un honneur rendu à sa qualité d'organisation prolétarienne et révolutionnaire. La C.G.T. de cette époque, celle dont les militants à tous les échelons connaissaient la prison et non les couloirs des ministères, ne comptait que sur les seules forces vives de la classe ouvrière. Mais il est vrai que depuis la C.G.T. est devenue une vieille dame bien rangée.

*Comme d'habitude !*

## Mort pour qui ?

Le 12 septembre, lors de la commémoration de la Libération de Dijon, la C.G.T.-F.S.M. (Fédération Syndicale Mondiale) a invité les travailleurs de la SFA (anciennement Indénor) à venir se recueillir devant la plaque des combattants de l'entreprise morts pour la Patrie.

cause de la trahison de leurs propres organisations, les travailleurs ont payé au capital le lourd tribut de deux guerres.

Les combattants de 1945 sont tombés victimes du régime capitaliste et dupes par des organisations qui aujourd'hui nous invitent hypocritement à pleurer sur leur tombe.

Détruire le capitalisme fauteur de guerre c'est le seul hommage que l'on puisse rendre à ses victimes.

(Extrait de la V.O. Bourgoigne Electronique n° 34).

Il y a 120 ans Marx a dit : « les ouvriers n'ont pas de patrie ». Il y a 60 ans Anatole France a confirmé : « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour les banquiers et les industriels ». Pour ne pas avoir entendu ces avertissements à

## Dans l'intérêt de qui ?

Une polémique intersyndicale qui a commencé il y a maintenant deux mois continue encore à délier quelques langues. Polémique née de la décision du Conseil d'administration d'Air France d'acheter des avions américains (Boeing). Le représentant ouvrier (Grassi - C.G.T.) ayant été le seul à voter contre. Le représentant employé (Bailleur - F.O.) ayant voté pour.

a expliqué par voie de tract les raisons de son vote.

La C.G.T. rappelait que depuis longtemps elle demandait que soit créée une infrastructure de l'aéronautique française qui permette aux compagnies françaises d'utiliser des avions français. On ne peut être plus chauvin et prêt à servir la bourgeoisie française. En conséquence, le vote C.G.T. s'explique très bien.

Chacun de ces représentants

F.O. pour sa part, tout en

développant sensiblement les mêmes thèses nationalistes, a estimé que puisqu'il n'existait pas d'avion français capable de remplacer le Boeing, rien ne s'opposait à l'achat de cet avion, dans l'intérêt bien entendu de la compagnie Air France.

En fin de compte, cette polémique montre que si les syndicats ont des divergences, ce n'est que sur le choix de la meilleure manière de défendre les intérêts des compagnies françaises, c'est-à-dire de la bourgeoisie française.

(Extrait de la « V.O. » Air-France Blanqui n° 26.)

## TRAVAIL DU DIMANCHE RÉTABLI DANS L'IMPRIMERIE PARISIENNE

### • Chez Défossés

#### ICI ON PEUT APPORTER SON LIT... CAGE

Il se trouve des travailleurs aux rotos, à la brochure et dans les services annexes, non seulement pour effectuer des heures supplémentaires, mais pour venir travailler le dimanche.

Il y a 30 ans, les ouvriers se sont battus pour les 40 heures et un salaire décent. Aujourd'hui, en 1966, au siècle des spoutniks, il y a des ouvriers qui travaillent 72 heures par semaine. Il faut que ce soient les bourgeois eux-mêmes qui prennent des mesures pour limiter les excès dans la durée du travail.

Il n'est nullement question de donner des « leçons de morale » à quiconque ; les camarades qui touchent les plus bas salaires sont mis au pied du mur à la fin du mois, ils se « débrouillent » ainsi. Mais ceux qui bénéficient des plus hauts salaires n'échappent pas, eux non plus, à la « course » aux heures, y compris certains délégués.

Cela prouve bien que le problème ne se pose pas de la sorte, mais au niveau du principe des 40 heures maximum

pour un salaire qui permette de vivre au vingtième siècle.

Si nous ne sommes pas capables d'imposer cela aux patrons, et au moins faire respecter la loi des 40 heures, il n'est pas certain que nous puissions bénéficier de notre retraite.

(Extrait de la « V.O. » Desfossés, n° 144.)

#### A QUAND LE TRAVAIL 24 HEURES SUR 24 ?

Trente ans après 36, c'est dur à croire mais c'est vrai. Un ouvrier de la récupération (hélio) a été menacé par le triste M. Trouvé, ingénieur à la sécurité (pour qui?) d'être mis à la porte pour avoir refusé de venir travailler régulièrement le dimanche. Ce monsieur, qui ne s'illustre que dans ce genre d'exploit, et qui est beaucoup moins brillant en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène dans l'entreprise, s'appuie sur le fait que des « volontaires » viennent aux rotos travailler le dimanche.

Après protestation des délégués, M. Trouvé est revenu sur ses menaces, mais le problème reste posé.

Il avait oublié justement que

la convention, aussi défavorable soit-elle pour nous, ne prévoit pas — du moins pas encore — l'obligation du travail le dimanche, et qu'elle prévoit même un minimum de repos hebdomadaire d'un jour et demi non fractionné pour les cas de travail supplémentaire. Et puisque le travail du dimanche est volontaire, qu'il laisse, lui et ses semblables, aux travailleurs de la récupération, la liberté de choisir et qu'il renvoie ses menaces. Sans cela nous serons libres, nous aussi, de proférer des menaces pour ceux qui poussent au viol de la loi des conventions collectives et même d'entreprises. Dans ces cas-là, où sont les quarante heures, le repos hebdomadaire et les 4/6? Où est donc le respect de cette fameuse « liberté du travail » dont les hypocrites de la direction se réclament à leurs heures perdues.

(Extrait de la V.O. Desfossés, n° 44.)

#### LES « MORDUS » DU BOULOT

Comme nous l'avons déjà dit, certains dockers vont travailler les dimanches et jours de fête,

alors qu'ils n'ont pas été commandés la veille. En faisant cela, ils enlèvent du travail à des occasionnels pour se mettre à leur place. Pour gagner un peu plus d'argent, ils rendent un grand service aux « accoucheurs », puisqu'ils divisent encore davantage les professionnels et les occasionnels.

Le statut des occasionnels est un véritable scandale : tous ceux qui travaillent sur le port devraient avoir droit à la carte de docker. Cela est notre intérêt à tous :

— Pour les occasionnels, il y aurait plus de chances de trouver du travail, et il y aurait l'indemnité de garantie en cas de chômage.

— Pour les professionnels, plus de problème de priorité d'embauche à faire respecter, et beaucoup plus d'unité des travailleurs en face des « accoucheurs ».

Mais en attendant qu'on réussisse un jour à obtenir la carte de docker pour tous ceux qui travaillent sur le port, il ne faut pas que les « mordus du boulot » jettent sur le pavé des occasionnels.

(Extrait de la V.O. des Quais et Docks à Marseille).

### • Quais et docks de Marseille

### • Dans les mines

Alors que l'on parle de fermeture de nouveaux puits dans le bassin, alors que déjà nombreux sont les jeunes qui restent sans travail dans notre région, ce n'est pas des nouvelles usines que l'on ouvre, mais d'anciennes qui ferment leurs portes. L'ancienne usine Bréguet, de Douai, devenue

Fives-Lille-Cail, ferme en licenciant 345 ouvriers. Ce qui n'arrange en rien la situation des ouvriers de toute la région. La reconversion industrielle indispensable n'est pas pour demain ni pour jamais à ce train-là.

Les capitalistes se moquent bien de savoir s'ils vont transformer la région en une zone de misère et de chômage, ce qui compte pour eux, c'est de

placer et de déplacer leurs capitaux là où cela leur rapporte le plus, quelles que soient les conséquences pour la population ouvrière. Une véritable reconversion industrielle ne pourrait se faire qu'en leur faisant violence, en les obligeant à investir là où les besoins de la classe ouvrière s'en font sentir. Ce serait, bien entendu, une atteinte à la propriété privée.

Mais en dehors de cela, il n'y aura pas de reconversion industrielle.

Et cette reconversion, ce n'est ni de l'Etat qui est au service de la propriété privée, ni des comités de défense de l'emploi avec les notabilités et les curés du coin, aussi liés aux privilèges de la propriété capitaliste, que nous devons l'attendre. Souvenons-nous de

la manière dont on a mené en bateau nos camarades de Decazeville.

« Si nous ne voulons pas crever dans la région, sans travail parce que nous avons trop crevé à produire du charbon, il faudra que nous puissions compter que sur notre force organisée. »

(Extrait de la « V.O. » Mines, Fosse Dechy-St-René n° 7.)

# UNE REVENDICATION GÉNÉRALE : Les heures de formation professionnelle doivent être prises sur le temps de travail

## • Aux Compteurs de Montrouge

### QUI TIRE LES MARRONS DU FEU ?

Chaque année au retour des vacances la direction fait pression sur les techniciens par l'intermédiaire de ses sbires pour qu'ils assistent aux cours du Conservatoire national des Arts et Métiers. A la Compagnie, tout technicien qui vise « l'ingénieur maison » doit avoir son nombre de certificats en poche, ou avoir par son travail rapporté des millions à la Compagnie. Dans tous les cas dit-on, c'est « coté pour la rallonge ».

Dans l'immédiat ces cours ne rallongent rien, sauf le temps de travail qui est pratiquement doublé.

La direction qui, en principe, accorde tant de valeur, aux cours du Conservatoire n'ajoute en tout et pour tout que la ridicule somme de 250 F à ceux qui réussissent l'examen. Prime qui est déjà consommée par les pertes des heures nécessaires pour se rendre au Conservatoire. Pourtant de cette qualification supérieure elle en est la première bénéficiaire... Il serait normal que, profitant à terme d'une qualification supérieure, elle participe au coût de la formation.

De toute façon, il ne faut pas nous faire d'illusions sur ce genre de promotion : un candidat sur mille inscrits au Conservatoire devient ingénieur et les autres ont bien du mal à faire valoir leurs certificats.

Ce n'est sûrement pas par

cette voie que nous pourrions améliorer notre sort. Si nous voulons nous perfectionner, nous cultiver, c'est d'abord en nous battant tous ensemble pour une diminution d'horaires.

Et si la Compagnie veut des techniciens de valeur qu'elle donne des compensations en temps : pour chaque heure de cours aux Arts et Métiers, une heure de travail en moins dans la semaine.

## • Chez Roussel UCLAF

### LE CADET DE SES SOUCIS

Cette année pour l'inscription aux cours du COPRIC les aides-ouvriers nouvellement embauchés doivent attendre d'avoir un an de présence pour être inscrits dans la section BTSC. Et d'autre part ceux qui ont eu la « malchance » d'être recalé après 3 ans s'ils veulent doubler la troisième année doivent payer leur inscription.

La situation ne s'améliore pas. Et de toute manière pour le travail qu'elle nous demande dans les labos, la direction estime que notre qualification professionnelle est tout à fait suffisante, en conséquence elle essaye par tous les moyens de freiner les gens qui veulent se qualifier.

## • A la C.R.S.S.P.

### A QUI LE PROFIT ?

A partir de cette année, les cours de culture générale organisés par le C.E. se feront en partie sur le temps de travail.

Bien sûr, c'est déjà pas mal par rapport à ce qui existait avant, mais on ne peut pas dire que la direction se soit ruinée dans cette affaire dont elle sera la première bénéficiaire : elle se décharge entièrement des frais des cours sur le budget du C.E., elle laisse leur organisation aux militants syndicaux et elle accepte généralement que la moitié de ces cours se fasse sur le temps de travail.

Ces cours sont destinés à donner au personnel les connaissances générales nécessaires pour passer les examens de la direction (accès aux cours du premier degré et de secrétaire médicale). C'est donc à la direction d'en assurer les frais, l'organisation, et d'accorder entièrement le temps nécessaire pour les suivre.

## • A la CCAFRP

### MUTATIONS ET COEFFICIENTS

Si à l'occasion de votre mariage, par exemple, vous projetez de vous faire muter en province, méfiez-vous.

En effet, cette mutation peut demander plusieurs mois et vous être accordée comme une faveur, si elle l'est ; de plus, si vous êtes par exemple technicienne ou lectrice qualifiée, votre coefficient sera ramené à 118. Et cela sous prétexte de vous faire passer une nouvelle fois un cycle à l'école professionnelle de la Caisse où vous irez. Il est vrai que vu la complexité et la diversité des modalités d'application de la législation suivant les services

d'une même caisse, et, à plus forte raison, de différentes caisses, un recyclage professionnel est indispensable pour s'adapter aux nouvelles conditions de travail.

Si la Caisse juge nécessaire de nous faire suivre des cours lors des mutations, après tout, c'est son affaire, et nous ne nous en plaindrions pas, mais nous n'avons pas à en faire les frais.

Du reste, le maintien du coefficient est garanti par la Convention Collective nationale, sauf en cas de faute professionnelle grave. Nous devons exiger le maintien de notre salaire.

## • Chez Rhône-Poulenc A SUIVRE

La semaine passée se tenait une réunion en vue d'apporter d'éventuelles améliorations au système des COPRIC. Pour ce faire, la Direction avait invité un élève de chaque classe pour formuler des doléances, des suggestions, des projets d'amélioration.

La Direction de R.P. peut s'estimer satisfaite, les élèves ont tellement eu à dire et à redire que ses représentants n'ont eu le temps de parler que pour stopper les trop concrètes revendications. Car elle voulait bien améliorer les cours, mais seulement dans la mesure où ça ne lui coûte pas grand chose. Par exemple, elle a refusé d'accorder un car pour emmener les élèves à Saint-Maur.

Mais l'affaire est à suivre. Car si cette fois-ci quelques-uns des élèves ont pu exprimer leurs doléances, il s'agit maintenant que tous ceux qui sont concernés par le problème des COPRIC se concertent pour établir leur cahier de revendications et pour envisager les moyens de le faire aboutir.

## • A la Rhodiacéta

### LES COURS DU SOIR : UNE BONNE AFFAIRE POUR LE PATRON

Depuis la rentrée des congés, on entend un peu plus parler des cours dits de « promotion sociale ». Quelques-uns des plus jeunes d'entre nous les suivent. Aller au cours après une longue journée de travail, presque tous les soirs de la semaine, et ce pendant plusieurs années, demande beaucoup de courage et de ténacité. De plus, faire des devoirs et apprendre des leçons après la journée de travail et ces cours, est très difficile. C'est donc bien nous qui payons la qualification dont Rhodia a besoin (comme beaucoup d'autres patrons), car même sans avoir réussi à l'examen, nos connaissances lui rendent service sans qu'elles augmentent notre salaire.

Mais si le patron a besoin de main-d'œuvre qualifiée, il serait normal qu'il paye notre formation de ses deniers. Et la seule manière acceptable d'acquiescer la qualification qui lui est nécessaire, sans nous crever à la tâche, c'est d'obtenir que les cours professionnels aient lieu sur le temps de travail.

# Préjugés et exploitation se combinent pour aggraver la condition des jeunes travailleurs

## • A la RNUR

### KIKI FAIT DES SIENNES

Un chef de l'A.O.C. bien placé et bien connu pour ses excès, a refusé que deux jeunes de son service aillent en U.R.S.S. pour un match de volley-ball. Cela malgré l'accord de principe de la Direction générale.

Il y en a qui... qui se croient vraiment tout permis. (Extrait de la V.O. R.N.U.R. Bât. C n° 194).

## • Chez Bronzavia

### SE FAIRE RESPECTER

Il ne faut pas longtemps aux jeunes qui rentrent chez Bronzavia à leur sortie du centre d'apprentissage, pour « goûter » de la vie d'usine.

Qu'ils aient un C.A.P., un B.E.I., aucune importance : ils sont O.S. Et s'ils se risquent à demander des explications, la réponse est rapide : « Tu n'as pas à discuter, tu seras P. 1 dans deux ou trois mois, si... » etc.

Evidemment deux mois après c'est toujours pareil, et le travail est tout aussi « intéressant ».

C'est ainsi que récemment à un jeune de la 1113, demandant à travailler sur un tour parallèle il a été répondu très à propos : « Moi, avant d'être tourneur, j'étais balayeur ».

Autrement dit, puisque j'en ai « bavé » tu en « baveras »

aussi. Ce jeune a donné son compte.

Mais nous ne devons pas nous laisser intimider parce que nous sommes « jeunes ». Sommes-nous trop jeunes pour travailler 9 h 30 par jour et nous faire sermonner quand nous n'allons pas assez vite ?

Alors, exploités comme les anciens, et souvent même davantage, nous devons nous défendre sans nous laisser arrêter par de faux prétextes. (Extrait de la V.O. Bronzavia n° 13).

## • A Air-France PROGRAMMEURS AU RABAIS

A la suite du dernier recrutement de programmeurs (à l'extérieur et au sein de la compagnie), il se trouve maintenant au SGAH et SGRU un certain nombre d'assistants programmeurs.

Qu'est-ce qui les distingue des programmeurs en titre ? Sur le plan professionnel, rien. Car à leur entrée à la compagnie certains étaient déjà prévenus de leur futur classement dans la hiérarchie (échelle 9, cat. II, pour les assistants ; échelle 10, cat. III, pour les programmeurs).

Alors de quel prétexte s'est servie la direction pour diviser le personnel ? Réponse : l'âge. Il est soi-disant prévu dans le règlement (sauf dérogations, bien entendu) que l'âge minimum pour accéder à la catégorie III est de 25 ans.

Ainsi, en attendant que les intéressés aient 25 ans, la direction aura fait quelques bé-

néfices supplémentaires.

D'autre part, elle aura créé des précédents, car si aujourd'hui le prétexte est l'âge, demain ce pourra être l'arbitraire et la direction pourra se flatter de payer les programmeurs au rabais.

Aussi c'est à nous tous, programmeurs, d'exiger immédiatement que les embauches de programmeurs se fassent en catégorie III sans limite d'âge et que tous les « assistants programmeurs » soient promus en catégorie III.

## • Chez Westinghouse

### A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL

Il n'est déjà pas normal que ceux qui font un travail au-dessus de leur qualification ne soient pas payés pour le travail qu'ils font réellement, mais il existe un cas particulièrement injuste :

Lorsque des jeunes entrent chez Westinghouse après leur sortie de centre d'apprentissage, on leur fait tout un tas de promesses du genre : « Tu passeras bientôt P 1 ».

En réalité, ceux qui ont leur C.A.P. sont « Jeunes Professionnels » (J.P.) et cette qualification au rabais dure très longtemps, souvent même après le retour du service militaire !

Pour justifier la qualification de J.P., et le salaire qui va avec, la direction prend comme prétexte le fait d'être jeune, et le manque d'expérience. En fait le manque d'expérience ce-

la dure, à la rigueur, quelques jours, et après les jeunes font le même boulot que les autres. On voit parfois des J.P. faire du travail de P 2 ou même de P 3.

Ce que raconte la direction ne tient donc pas debout. Aussi nous devons revendiquer la suppression de la catégorie « J.P. » qui ne correspond à rien et le passage immédiat comme P 1 pour tous ceux qui ont leur C.A.P.

## • Chez Panhard DE L'ECOLE A L'USINE

Comme chaque année à la rentrée arrivent à la production les jeunes ouvriers sortant des centres d'apprentissage. Munis d'un C.A.P. sanctionnant trois années d'études, ils sont en droit de demander des emplois de professionnels P 1.

Mais apprendre à se défendre n'est pas au programme des centres d'apprentissage.

Aussi une fois dans le bureau d'embauche, il n'est plus question d'être professionnel, la direction ne vous prend que comme OS 2 avec un titre particulier : « Jeune ouvrier ». Elle vous promet de passer un essai de P 1 au bout de peu de temps, si vous êtes bien notés pas vos chefs, si vous êtes assidus... Au bout de quelques mois, les essais ne viennent pas, alors on vous recommande la patience. « Il faut plier pour avancer ». Certains jeunes ouvriers passeront l'essai au bout d'un an de maison, d'autres plus. Pendant ce temps, la direction ne se prive pas de faire exécuter

par les J.O. du travail de P 1, P 2. Pour elle c'est une main-d'œuvre qualifiée à bon marché.

Pour empêcher que la direction ait les mains libres dans son escroquerie, notre devoir est d'avertir nos jeunes camarades qui trop souvent manquent d'expérience et se laissent avoir par le verbiage des agents de secteur.

Par là même nous protégeons nos qualifications. PAS DE J.O., DES PROFESSIONNELS !

## • A la C.R.S.S.P. LES VRAIS RESPONSABLES

La semaine dernière, une partie des sous-sols de la caisse a été inondée par l'ouverture d'une lance d'incendie. Comme toujours en pareil cas, ce sont des jeunes qui sont soupçonnés « d'avoir fait le coup » et un certain nombre d'archivistes ont été convoqués au service du personnel pour y subir un interrogatoire en règle.

Même en admettant que ce soit des jeunes qui aient ouvert le robinet, ce qui est loin d'être prouvé, qui en est le plus responsable ? Eux ou la direction qui les maintient 8 h 45 par jour dans un sous-sol pour remuer des dossiers pleins de poussière, avec pour tout espoir celui de se retrouver dans quelques années un ou deux étages au-dessus des archives, en train de gratter du papier dans un bureau où le seul avantage sera de profiter de la lumière du jour ?

# Aux Chantiers de l'Atlantique la C.G.T. et la C.F.D.T. voulaient réclamer une AUGMENTATION d'HORAIRE

## Saint-Nazaire

**S**AINT-NAZAIRE. — En février 1964, la direction des Chantiers de l'Atlantique licenciait 600 ouvriers et, par suite, l'horaire hebdomadaire de travail passait de 48 à 40, 42, 44 heures selon les secteurs, mais avec partout la perte de salaire correspondante.

Après intervention des organisations syndicales, un peu plus tard, l'horaire était ramené à 44 heures pour toute l'entreprise.

Maintenant, les affaires reprenant, la direction use depuis un an de deux moyens pour

faire exécuter le travail supplémentaire :

— d'abord l'emploi d'entreprises sous-traitantes (il n'est pas rare de trouver dans les bords plus de 75 % du personnel appartenant à ces entreprises) ;

— ensuite le volontariat du samedi dans certains secteurs, avec un horaire aménagé pour forcer la main aux récalcitrants. Ces heures supplémentaires, ouvertes aux volontaires, sont acceptées par 70 % des travailleurs requis.

Il y a quelques mois, l'inspecteur du travail intervenait auprès de la direction pour demander d'une part l'embauchage de nouveaux travailleurs, d'autre part l'unification des horaires. Il s'est vu opposer un refus catégorique.

C'est sur cette base, « le même horaire pour tous », que la

C.G.T. proposa en réunion intersyndicale d'intervenir auprès de la direction, en tant qu'organisation syndicale pour demander, en fait, une augmentation de l'horaire général des Chantiers, afin que tous les ouvriers fassent 46, 47 ou même 48 heures. Cette proposition rencontra, alors, l'attitude hostile de F.O. et celle hésitante de la C.F.D.T.

Après les congés, une nouvelle réunion intersyndicale était convoquée. Elle promettait d'être orageuse, elle le fut. Il est fort regrettable que les travailleurs n'aient pu en savourer le contenu, les syndicats, en toute objectivité, n'ayant pas l'habitude d'en publier un compte rendu. Ils auraient pu entendre, par exemple, la C.G.T. déclarer par la bouche d'un de ses secrétaires : « Nous ne sommes pas une poignée de héros. Des

travailleurs viennent faire des heures supplémentaires, notre place est avec les travailleurs. S'il le faut, nous demanderons à ceux qui ne sont pas concernés par le travail du samedi de venir quand même !... Si les ouvriers travaillent 48 heures, ils gagneront plus (?) et débrayeront plus facilement. » De son côté la C.F.D.T. affirma : « Pour revenir aux 48 heures, nous demanderons aux travailleurs de débrayer ! »

Il faut le reconnaître, seul F.O. resta intransigeant, considérant qu'il existait effectivement un malaise du fait des différents horaires consécutifs aux heures supplémentaires, mais ce n'était pas aux syndicats de demander au patron d'augmenter l'horaire.

Le lendemain de cette réunion intersyndicale, F.O. diffusait un tract relatant les faits

et expliquant sa position, ce qui était la moindre des choses puisque les travailleurs ignoraient tout des tractations menées en leur nom depuis trois mois.

La réaction des ouvriers fut en général hostile au fait qu'un syndicat ait pu penser aller demander au patron d'augmenter l'horaire, ce qui incita la C.G.T. et la C.F.D.T. à faire un bref demi-tour sur elles-mêmes.

Les trois organisations syndicales, C.G.T., C.F.D.T. et F.O. ont finalement publié, dans la presse locale, un communiqué commun dans lequel elles déclarent la suppression de toutes les heures supplémentaires et l'augmentation des salaires. On peut douter, vu l'attitude précédente de deux des organisations sur trois, qu'elles soient réellement décidées à employer les moyens que nécessiterait un tel but.

## Dans certaines régions on licencie

### Grenoble Saint-Chamond

#### • Chez Neyrpic

#### ET MAINTENANT ?

Certains ont reçu leurs lettres de licenciement, ce qui signifie que la bagarre contre les licenciements touche à sa fin.

Nous ressentons tous ce que cette situation a de démoralisant, ce que cette fin signifie pour nous, travailleurs. On se crève au travail et quand on n'a plus besoin de nous on nous jette aux vieux papiers. Et ceci en plein XX<sup>e</sup> siècle !

Notre colère et notre rancoeur sont justifiées. Mais la seule riposte valable que les travailleurs puissent opposer au patron est une riposte organisée s'appuyant sur l'ensemble de la classe ouvrière.

Le patronat, lui, est organisé et il dirige comme une classe puissante car, en face de lui,

il n'y a que des travailleurs dispersés, qui cherchent la solution individuelle et débrayent pour rattraper ce que l'augmentation du coût de la vie leur grignote.

Or, pour nous défendre efficacement, il faut nous organiser. Mais une organisation ne se fait pas du jour au lendemain, au moment où on a besoin d'elle comme c'est le cas pour les licenciements. C'est un travail de longue haleine qui doit demander à CHACUN un peu d'attention et d'effort.

Les travailleurs doivent s'éduquer, se former syndicalement et politiquement pour devenir une classe consciente de ses intérêts, capable de s'opposer à la classe bourgeoise et de la renverser.

Nous avons perdu beaucoup de temps mais il n'est pas trop tard pour tirer les leçons de

cette expérience amère. Quel que soit notre avenir, il sera menacé tant que nous persisterons à agir comme des individus et non comme une classe organisée en force politique.  
(Extrait de la V.O. Neyrpic n° 76.)

#### • A la CAFL

#### HORAIRES TROP LONGS, SALAIRES TROP BAS

Après les mensuels et tous ceux qui ne sont pas directement à la production, c'est maintenant les ateliers de chaudronnerie et de mécanique qui voient leur horaire diminuer, passant de 48 heures à 44 heures. Cela représente une diminution de salaire de 10 %, au moment où, devant les hausses du coût de la vie, c'est d'une augmentation importante dont nous avons besoin.

Nous allons faire 44 heures et beaucoup, dans ces conditions, regretteront les 48 heures. C'est pourtant aberrant que, 30 ans après la loi de 40 heures, nous ne puissions pas vivre décemment en travaillant 44 heures !

Sans compter que la menace de licenciements, l'insécurité du travail, nous sont agitées pour nous inciter à nous trouver encore heureux de ces conditions lamentables.

Mais nous n'avons rien à gagner à tout accepter, car les lendemains que nos patrons nous préparent seront d'autant plus sombres qu'ils penseront que nous avons plus peur. Ce n'est que par notre force organisée que nous pourrions obtenir la diminution du temps de travail, la garantie de nos salaires et de notre emploi.

(Extrait de la V.O. C.A.F.L. n° 72.)

## Un exemple de gaspillage capitaliste

#### • A la CAFL

Dans la situation critique où se trouverait l'entreprise, la direction ne manque pas une occasion pour nous prêcher l'économie et pour nous laisser entendre du même coup que si nous prenions à cœur la bonne marche, la rentabilité de l'usine, les choses iraient bien mieux. Et de faire des économies de bouts de chandelles sur tout et sur n'importe quoi.

Mais en même temps, on est en train de faire l'inventaire des pièces déjà fabriquées des W1 111 (Pelles Marion) dont on arrêterait la fabrication parce qu'on manquerait d'acheteurs ou parce que la produc-

tion n'est plus rentable. Comme les pièces déjà faites sont à peu près inutilisables, tout ceci va se traduire par une perte sèche de l'ordre de 30 millions. Et ceci n'est pas un exemple unique.

Economies de bouts de chandelles d'un côté, gaspillage de l'autre, ce sont bien les deux aspects de la production capitaliste. Mais les économies se font à notre dépens, qu'il s'agisse de réduction ou d'un resserrement de la discipline dans la production.

Ce qui se passe dans des proportions relativement mo-

destes dans notre usine, se produit dans des proportions gigantesques à l'échelle de la société. Et à notre époque, la seule « économie » réelle serait de débarrasser la société d'une forme de production qui non

seulement fait vivre une classe de parasites sur notre travail, mais gaspille une fraction importante des richesses que nous créons jour après jour.  
(Extrait de la « V.O. » CAFL n° 72.)

#### • Rhône-Poulenc

#### LA FAÇADE ET LA REALITE

« L'industrie chimique française se porte bien et n'a guère d'inquiétude pour son proche avenir », c'est ainsi que s'exprime « Le Figaro », et pour étayer cette affirmation, il avance les chiffres que citent les patrons de la chimie : la production a augmenté de 9,2 % par rapport à 1965. Et quand on sait que ce pourcentage s'applique à un volume de production considérable, on peut se rendre compte que les

profits de nos patrons se portent bien.

Mais cette franchise qui s'adresse au milieu d'affaires, aux actionnaires, n'empêche pas la direction de R.P. de verser de chaudes larmes sur la situation de la société qui ne peut vraiment pas accorder la plus petite augmentation de salaire, sans risquer la faillite. Les patrons sont satisfaits, nous sommes loin de l'être, et puisqu'on fait les comptes, faisons les nôtres : il nous manque 200 F par mois.

(Extrait de la « V.O. » Rhône-Poulenc n° 72.)

Nous ne pouvons faire paraître les échos de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrières ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :  
AERONAUTIQUE :  
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.  
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine).  
SUD-AVIATION. — Courbevoie.  
AUTOMOBILES :  
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.  
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).  
CITROEN. — Usines Levallois et qual de Javel.  
PANHARD. — Paris.  
GENEVE. — Ivry (Seine).  
PEUGEOT. — Sochaux.  
RENAULT. — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.  
R.N.U.R. — Général.  
R.N.U.R. — Bâtiment C.  
R.N.U.R. — Bureaux.  
R.N.U.R. — Département 37.  
SEA (Indenor) — Dijon.  
RENAULT. — Flins.  
METALLURGIE :  
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.  
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.  
Montres LIP. — Besançon.  
OLIER. — Clermont-Ferrand.  
NEYRPIC. — Grenoble.  
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.  
BRONZAVIA. — Courbevoie.  
CABLES DE LYON. — Lyon.  
C.I.T. — Paris 15e.  
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).  
LA POLYMECANIQUE. — Pantin.

C.S.F. — Levallois (Seine).  
THOMSON — Gennevilliers (Seine).  
WESTINGHOUSE. — Sevran  
CHIMIE ET CAOUTCHOUC :  
KODAK. — Vincennes  
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).  
ROUSSEL — UCLAF. — Romainville (Seine).  
Raffinerie ANTAR — Donges (Loire-Atlantique).  
MICHELIN — Clermont-Ferrand.  
MICHELIN. — Bourges.  
RHODIACETA. — Lyon-Vaise.  
RHODIACETA — Besançon.  
SERVICES ET DIVERS :  
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine).  
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.  
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.  
ASSURANCES GENERALES. — Drouot  
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — Rue Viala, Paris 15e.  
CHEMINOTS — Générale.  
Imprimerie DESFOSSÉS. — Issy-les-Moulineaux.  
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.  
CREDIT LYONNAIS. — Levallois.  
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris  
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris  
QUAIS et DOCKS — Marseille.  
URBAINE ET LA SEINE. — Paris.  
MINES. — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.

# André BRETON

**A**NDRE BRETON est mort et Louis Aragon annonce qu'il a l'intention de parler de lui et de citer un de ses poèmes dans son prochain roman. Elsa Triolet déclare, nostalgique, qu'il y a des gens qu'on ne commence à respecter qu'après leur mort.

Dans l'« Humanité » du 29 septembre, le plumeur de service du jour, un nommé Marcenac, les yeux en larmes et la main tremblante, découvre dans une envolée pathétique la grandeur de Breton : sa rigueur, sa flamme, son courage. Le flot des pénétrations détrempé l'article et le Breton flic, curé, canaille, fasciste de la veille en sort purifié, sinon en ami, du moins en adversaire que l'on respecte et devant qui on s'incline. Mais, tant il est vrai que le cynisme le plus écœurant est une seconde nature chez un « intellectuel » stalinien, le même Marcenac ne peut s'empêcher de s'attarder avec un émoi attendri et presque fier à l'évocation de cette soirée où « Tzara parlait de la Résistance ; et il (Breton) était venu pour interrompre, avec des mots et des cris que je croyais d'une autre époque, et qui l'étaient sans doute, après tout. Il a fallu le frapper au visage, pour le faire taire... » Et la même plume qui devient lyrique pour décrire l'homme que « rien ne peut faire taire » s'extasie devant le poing qui le frappe à la bouche. Mais on peut faire écrire n'importe quoi à une plume stalinienne.

Les articles nécrologiques des journaux ont longuement dépeint André Breton, un des fondateurs et figure de proue du surréalisme. Expression de la révolte de toute une génération d'artistes contre une société qui, après la boucherie sanglante de la première guerre mondiale a répandu sa putréfaction dans tous les domaines de la vie sociale, y compris l'art, le surréalisme cherchait à frayer une voie vers la libération de l'art. André Breton a milité toute sa vie pour cet art libre et sa lutte, quoiqu'elle se

soit située essentiellement sur le terrain artistique, l'a conduit à des prises de position souvent courageuses sur les grands problèmes sociaux et politiques de son époque.

« L'indépendance de l'art — pour la révolution ; la révolution — pour la libération définitive de l'art. — écrit-il dans le Manifeste « Pour un art révolutionnaire indépendant » écrit en collaboration avec Trotsky !

Ses convictions artistiques ont conduit l'homme à dénoncer les injustices d'une société condamnée à disparaître et à entrer en 1927 au Parti Communiste. Ces mêmes convictions l'ont conduit à en sortir et à prendre parti dans la lutte qui opposait dans les personnes de Trotsky et de Staline, les révolutionnaires aux fossoyeurs de la révolution de 1917.

Et lorsqu'en 1934, le gouvernement français expulsait Trotsky sous l'applaudissement des staliniens, il était de ceux, rares à l'époque, qui protestèrent en saluant « à cette nouvelle étape difficile le vieux compagnon de Lénine... l'auteur de cette formule qui nous est une raison permanente de vivre et d'agir : « Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté, aussi en ce sens que l'homme d'aujourd'hui plein de contradictions et sans harmonie, fraiera la voie à une nouvelle race plus heureuse ».

Malgré ses prises de positions politiques, malgré son tempérament de lutteur, Breton n'ayant pas pu quitter l'étroit terrain de l'art, en est resté tributaire. Or, le surréalisme, révolte artistique contre la décadence de la société était et ne pouvait être autre chose qu'une expression de cette décadence. Car, comme dit Trotsky : « Toute la culture est en crise, de ses fondements économiques aux plus hautes sphères de l'idéologie. L'art ne peut ni sortir de la crise, ni faire bande à part. »

Et le lien profond entre la révolution et la libération de l'art, lien dont Breton était conscient, n'est pas un lien mécanique, il

nécessitait un travail moléculaire à contre-courant, dans une période où la dégénérescence de l'U.R.S.S. et de la 3<sup>e</sup> Internationale révolutionnaire a broyé le mouvement ouvrier et où, en plein « minuit du siècle » seuls les révolutionnaires les plus aguerris ont pu voir poindre l'aube.

Le surréalisme est resté un courant artistique à l'usage exclusif d'un milieu restreint d'intellectuels révoltés et si son mérite fut de se préserver des courants artistiques réactionnaires, ce fut au prix d'un isolement total de tout, y compris de la classe et des idées qui portaient en eux l'espoir d'un changement. Par là même, il était une fuite devant la réalité qui, pour dure et démoralisante qu'elle ait été, n'en est pas moins restée le seul terrain solide sur quoi s'appuyer pour sortir la société de sa crise profonde.

Pendant quelles que soient les critiques qu'on doit adresser au surréalisme, on ne peut que s'incliner devant un homme qui, dans une période difficile a su rester probe et intègre.

Alors que nombre de ses compagnons de jeunesse, parmi lesquels Aragon sont devenus les chantres officiels du G.P.U., prostruant la plume et courbant l'échine au gré du vent dominant de Moscou, il a, envers et contre tous, gardé la tête haute. Même quand on le calomnia, l'injurait. Même quand on le frappait. Et ni la calomnie, ni l'injure, ni les coups ne manquèrent.

Cosignataire de « Pour un art révolutionnaire » ci-dessus cité, il y exprimait tout le dégoût que lui inspiraient les mercenaires de la plume.

« Sous l'influence du régime totalitaire de l'U.R.S.S. et par l'intermédiaire des organismes dits « culturels » qu'elle contrôle dans les autres pays, s'est étendu sur le monde entier un profond crépuscule hostile à l'émergence de toute espèce de valeur spirituelle. Crépuscule de boue et de sang dans lequel, déguisés en intellectuels et en artistes, trempent des hommes qui se sont fait de la servilité un ressort, du reniement de leurs propres principes un jeu pervers, du faux témoignage vénal une habitude et de l'apologie du crime une jouissance. »

L'art officiel de l'époque stalinienne reflète avec une cruauté sans exemple dans l'histoire leurs efforts dérisoires pour donner le change et masquer leur véritable rôle mercenaire ».

Dans cette dénonciation sans équivoque et sans concession du stalinisme et des tristes pitres qui le servaient il ne chercha non plus une raison pour s'abandonner avec non moins de servilité à la bourgeoisie, comme l'ont fait tant d'autres.

Trotsky était loin d'approuver personnellement tous les prémisses du courant surréaliste, il en critiquait les insuffisances, les limites, les tares. Mais comme il écrivait : « L'art (...) exige une en-

tière sincérité ». C'est cette sincérité, ainsi que l'indépendance d'esprit et de courage qu'il estimait chez Breton et c'est cela qui, malgré leurs désaccords sur de nombreux points, a rendu possible leur collaboration interrompue par la guerre et l'assassinat de Trotsky. Cette collaboration fut trop courte pour porter des fruits. La « Fédération de l'art révolutionnaire indépendante » qu'ils ont projetée ensemble n'a pas vu le jour, il ne nous en reste que le Manifeste qui invite les artistes révolu-

tionnaires de tous les pays à se réunir.

Mais même cette collaboration avec le révolutionnaire banni et pourchassé éclaire la personnalité de Breton.

Par delà les qualités littéraires de l'œuvre d'André Breton, par delà le courant artistique qu'il a marqué et représenté, il nous reste de lui le souvenir d'un intellectuel courageux et intègre, à une époque qui n'en a pas compté beaucoup.

Georges KALDY

## Comment la Régie Renault prend soin de la santé des travailleurs

### PAS UN ONGLE POUR LA PRODUCTION

Le mercredi septembre s'est produit un accident à la suite duquel les secours se sont effectués de façon déplorable. Par suite de la presse, un cariste s'est retrouvé la jambe prisonnière du fenwick stationné à côté du sien.

Les responsables de différents services ont discuté plus d'une heure avant de savoir comment ils allaient dégager le blessé, tandis qu'on calmait celui-ci, tant bien que mal, à coups de piqûres. Finalement, il fut procédé au découpage du fenwick, ce qui libéra le blessé une heure et demi seulement après l'accident.

Le jeudi 8 s'est produit un nouvel accident aux presses.

La cadence des presses a été accélérée, mais l'automatisation entre presses ne pouvant suivre, il s'est produit un désynchronisme fatal à un camarade qui a reçu une pièce sur le bras.

La direction devait être consciente de ses responsabilités, car il paraît qu'elle a fait réduire la vitesse des presses avant l'arrivée de l'agent de sécurité. Il est curieux que la direction l'envoie toujours

après l'accident et non pas avant. L'agent de sécurité a en plus trouvé les tapis débarrassés des pièces en excès.

Dans les deux cas, les cadences sont responsables ; dans les deux cas la direction fait preuve d'un cynisme répugnant. Les nerfs et les muscles ne peuvent pas suivre la cadence au-delà d'une certaine limite, la direction le sait, elle n'en tient pas compte. Ce qui compte pour elle c'est la production. Sa morale : « Qu'importe les bonshommes pourvu qu'on ait l'argent. »

Quand l'accident arrive, elle nous met la responsabilité sur le dos, elle camoufle les siennes. Elle pousse le cynisme jusqu'à mettre en balance la jambe d'un homme et un fenwick.

Nous ne devons pas accepter qu'on nous traite moins bien que du bétail.

C'est à nous de faire respecter la sécurité. La loi interdit le travail quand les conditions de sécurité ne sont pas réalisées. Nous pouvons donc refuser de travailler lorsque le boulot est dangereux. Non seulement nous le pouvons, mais nous le devons.

Notre vie en dépend.

(Extrait de la « V.O. » RNUR Flins, n° 10.)

## A PARIS

La prochaine réunion du

# Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 24 OCTOBRE, à 20 h 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1<sup>er</sup> étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

### X<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION HONGROISE

NOTA : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitations. Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie : LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5<sup>e</sup>

## PERMANENCES

### ● PARIS :

V<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. Tous les samedis, de 14 à 17 h.

X<sup>e</sup> arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10<sup>e</sup>.

XI<sup>e</sup> arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h 30 à 19 h.

XIII<sup>e</sup> arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

XIV<sup>e</sup> arrondissement : Café Champagne, 27, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi de 18 h 30 à 19 h 30.

XV<sup>e</sup> arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 heures.

### ● BANLIEUE :

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le mercredi, de 17 à 19 heures.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), tous les mercredis de 17 h. à 19 h.

### ● PROVINCE :

BESANÇON : Café Grandvèlle tous les mercredis de 17 h. à 19 heures.

BOURGES : Café « Le Penalty » Bd d'Auron, les jeudis 6 et 20 octobre de 19 heures à 20 heures.

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les

jeudis 6 et 20 octobre de 17 h 30 à 19 heures.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE : « Café d'Austrans » 5, Cours Berriat, tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

— Café « La Normandie », place Grenette, tous les jeudis de 15 à 17 heures.

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8<sup>e</sup> le mercredi, de 18 h à 19 h.

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) les jeudis 6 et 20 octobre de 18 h à 20 heures.

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileriers, les jeudis 6 et 20 octobre de 15 h à 16 heures.

SAINT-CHAMOND Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis 6 et 20 octobre de 18 h à 19 h.

SAINT-NAZAIRE : Café Paris-Sports, Place Marceau, le samedi de 16 heures à 17 heures.

SOCHAUX : «Café de la Gare», tous les vendredis de 13 h à 14 heures.

TOULOUSE : Café « Le Béarn » Place St-Michel. Tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.